
L'alimentation, les forêts et la crise actuelle en Zambie

Dans le passé, la Zambie a rarement fait les grands titres de l'actualité mondiale. Ce pays paisible au cœur de l'Afrique australe est renommé principalement pour son cuivre. Certains connaissent la Zambie pour sa longue frontière géographique sur le Zambèze, ses chutes Victoria de Livingstone – ou la « Mosi-oa-Tunya » c'est-à-dire la « fumée qui gronde » – ou ses parcs nationaux riches en biodiversité qui occupent une superficie supérieure à celle du Royaume-Uni.

Les programmes d'ajustement structurel des années 90 ont vu le début de la libéralisation économique et l'ouverture des ressources de la Zambie à l'exploitation commerciale et privée. Les mines nationales ont été privatisées avec des incitations fiscales importantes pour les propriétaires étrangers ; les offices de commercialisation des produits agricoles qui aidaient les paysans à accéder aux marchés ont été démantelés et les sociétés d'État ont progressivement été vendues à des propriétaires privés et de plus en plus à de grandes sociétés.

Dans le même temps, la réalité de la vie des populations et les conséquences de la spoliation des terres, de la raréfaction et de la contamination des ressources en eau, de la malnutrition croissante et de l'augmentation du coût de la vie, restent absentes de l'actualité du développement, qui se focalise sur le marché. L'alimentation, l'éducation, les transports, les soins de santé et l'énergie souffrent d'un manque cruel de ressources et sont de plus en plus souvent privatisés et financiarisés. Une vague d'exploitation implacable fait peser un lourd tribut sur le sol, l'eau, les forêts, l'air, les minéraux et les hommes.

Au cours des cinq dernières années, la dette extérieure nationale a augmenté de façon exponentielle. L'industrie minière demeure le principal « moteur économique », malgré la persistance tenace des déclarations d'impôt symboliques de l'ère révolue de l'ajustement structurel. La recherche frénétique de nouvelles sources alternatives – et rapides – d'investissements directs étrangers est devenue une priorité nationale.

Au moment où ces lignes sont écrites, les demandes d'autorisation de 16 nouvelles mines dans les parcs nationaux et les principaux cours d'eau ont été récemment approuvées ou sont en cours de traitement. Une licence d'exploration pétrolière et gazière de grande ampleur a été accordée à la société britannique Tullow Oil and Gas, dans une vaste zone qui englobe des systèmes lacustres de Zambie ainsi que les bassins versants associés et des parcs nationaux. Le pays étudie également un accord sur l'énergie nucléaire avec Rosatom, une société russe qui a été traduite en justice cette année avec le gouvernement sud-africain pour présomption de manque de transparence et de corruption.

Le contexte historique pacifique de la Zambie et sa situation géographique stratégique, qui se conjuguent avec à une énorme soif d'investissements directs étrangers, place le pays aux avant-postes de la vague mondiale d'accaparement des ressources, de crise mondiale du capital et de marchandisation du changement climatique.

Alimentation, forêts et changement climatique

L'alimentation et les forêts sont deux des nombreux systèmes transversaux fondamentaux affectés par le cours actuel des événements. Ces deux systèmes font partie d'une crise en cours en Zambie qui passe largement inaperçue. Les forêts couvrent plus de la moitié du territoire de la Zambie. La déforestation ainsi que les taux de famine et de malnutrition se situent parmi les dix plus élevés dans la région et dans le monde. (1)

Les forêts jouent un rôle central dans le débat sur la compensation carbone dans le cadre des négociations sur le climat car elles sont considérées comme des « puits de carbone » qui pourraient, en théorie, compenser la pollution engendrée ailleurs, par d'autres. Le principal mécanisme mis en œuvre est REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts). L'idée qui sous-tend le mécanisme REDD+ est que les pays (principalement les pays du Nord et ceux qui siègent dans les organismes internationaux comme la Banque mondiale) apportent un financement pour des mesures qui sont censées stopper la perte de forêts dans les pays tropicaux. En échange, les pays financeurs peuvent obtenir des crédits carbone pour les émissions prétendument économisées grâce aux activités REDD+, et poursuivre leurs activités comme d'habitude. Le secteur privé et des ONG locales en Zambie profitent de ce système de compensation carbone.

Alors que le gouvernement de la Zambie semble impatient d'ouvrir de nouvelles terres forestières à l'exploitation minière, à l'extraction de pétrole et à l'expansion de grandes entreprises agroalimentaires, il fait dans le même temps la promotion des politiques et des projets REDD+.

BioCarbon Partners, une ONG zambienne locale, en partenariat avec l'agence de développement américaine (USAID), est devenue un acteur vedette de REDD+ avec son projet REDD+ du Bas-Zambèze. Selon le site web du projet, l'ONG prétend protéger 39 000 hectares de forêts dans le parc national du Bas-Zambèze. BioCarbon omet de préciser que les industries extractives et l'agro-industrie sont les principaux facteurs de la déforestation à grande échelle. Au contraire, l'entreprise soutient une vision étroite selon laquelle ce sont les « pauvres » qui sont responsables de la déforestation, sans tenir compte des causes systémiques de la pauvreté, des privations et de l'exploitation environnementale.

BioCarbon a récemment conclu un partenariat avec des agences de voyage privées, qui permet aux touristes de compenser leurs safaris de luxe en faisant des contributions financières aux projets de conservation des forêts de BioCarbon (REDD+). Pendant que les touristes étrangers profitent de la nature sauvage, un petit nombre d'habitants ne disposent que d'un accès restreint à la zone du projet pour une exploitation forestière durable destinée à la production de charbon de bois. Ce dispositif est, à son tour, commercialisé par BioCarbon Partners auprès des consommateurs urbains de la classe moyenne et des opérateurs touristiques « verts ».

Le problème reste cependant que peu d'initiatives en Zambie visent prioritairement un accès équitable à l'eau, à la terre et aux ressources naturelles tout en respectant les droits coutumiers. En conséquence, l'économie basée sur l'industrie et l'exploitation minière, connaît des difficultés, les inégalités augmentent et les moyens de subsistance des populations sont de plus en plus commercialisés et leur survie devient de plus en plus impossible. En réponse, les ménages pauvres adoptent toutes sortes de stratégies pour dégager un revenu suffisant pour leur vie quotidienne. Les deux options les plus couramment accessibles pour les personnes dépendant des forêts sont la production de charbon de bois ou l'exploitation forestière, principalement pour un commerce illégal de bois dur, et pour les communautés paysannes, la monoculture ou la production intensive de produits de base subventionnées par le gouvernement. Ces activités ont montré qu'elles contribuaient à entretenir plusieurs cercles vicieux en même temps.

Nutrition et agro-industrie

Les négociations internationales sur le climat ont établi une séparation entre la nutrition dans les pays pauvres et l'économie de l'agriculture. De ce fait, l'agriculture industrielle intensive est exonérée de sa responsabilité dans la dégradation des sols, dans la perte de l'(agro)biodiversité et la capacité du pays à renforcer la résilience des hommes et des écosystèmes. Cette situation est parfaitement illustrée par la présence très visible de l'agro-industrie dans les négociations climatiques de l'ONU et dans des contributions nationales aux mesures d'atténuation et d'adaptation sous influence.

La Zambie se positionne comme le grenier à blé de la région, en mettant en avant de vastes terres « inoccupées » ouvertes aux investisseurs étrangers, d'abondantes ressources en eau et un modèle de développement et d'investissement agricole orienté vers l'exportation. Les slogans de la nouvelle politique agricole de la Zambie sont « centrés sur le secteur privé » ou « l'agriculture en tant qu'entreprise ». En parallèle, le pays se classe parmi les sept pays les plus touchés par la famine et la malnutrition dans l'Indice mondial de la faim de 2017.

L'État a alloué environ 1 million d'hectares de terres anciennement coutumières à dix « pôles agricoles » dans tout le pays. Ces pôles sont conçus pour une production orientée vers l'exportation, avec une seule grande entreprise, un certain nombre de petites entreprises commerciales et quelques paysans sous contrat. Pourtant, les capitaux étrangers ciblés ont été lents à s'intéresser et à investir dans ces projets. Dans une récente déclaration le ministère zambien de l'Agriculture s'est engagé à augmenter les dépenses publiques consacrées au développement des infrastructures des « pôles agricoles » afin d'encourager les participations publiques et privées étrangères. Sur le terrain, la situation est loin d'être idyllique. Les récits provenant des zones où la propriété des terres a déjà été transférée évoquent une spoliation des terres, une corruption des dirigeants locaux et une compensation minimale ou inexistante pour les populations affectées.

L'ouverture de terres forestières pour les « pôles agricoles » identifiés représente potentiellement 1 million d'hectares de nouveaux champs d'agriculture industrielle, un processus qui est accompagné par une importante pollution par les gaz à effet de serre. Malgré cela, la Zambie a déterminé que l'agriculture serait un secteur prioritaire pour réaliser sa Contribution nationale déterminée (CDN) visant à mettre fin au changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat de l'ONU.

L'« agriculture de conservation », définie par les principes de travail minimum du sol, de rotation des cultures et de la conservation des résidus de culture, a été choisie comme moyen de réaliser les NDC dans le secteur agricole. En Zambie, l'« agriculture de conservation » est encouragée en combinaison avec l'agroforesterie et l'utilisation des technologies de la « révolution verte » : les semences hybrides, les engrais minéraux et les produits agrochimiques.

Malgré des années de financement important en faveur de l'« agriculture de conservation » en Zambie, on sait très bien que les agriculteurs n'ont adopté ses principes que de manière minimale. Cependant, les petites et les grandes exploitations utilisent de plus en plus toute une série de produits agrochimiques artificiels. Les conséquences en sont bien connues : dégradation des sols, contamination de l'eau, disparition des insectes et inhibition de la capacité des plantes à absorber les nutriments alimentaires essentiels. Les agriculteurs abandonnent également les systèmes agricoles diversifiés (pour la production de produits alimentaires, de fourrage et de fibres, aussi bien dans leurs fermes que par la gestion des forêts/prairies communautaires) au profit des monocultures à grande échelle de produits de base, afin d'optimiser l'application de produits agrochimiques ciblés.

Une petite élite minoritaire profite des phases initiales de l'industrialisation de l'agriculture, acquiert plus de terres et mécanise ses systèmes de production. D'autre part, il est courant que les ménages agricoles ne gagnent que 40 à 100 dollars américains pour l'ensemble de leur récolte annuelle de produits de base. Les années précédentes, les prix du coton étaient si bas que les paysans sous contrat restaient déficitaires après avoir déduit le coût des semences, des engrais et des intrants chimiques.

En revanche, la recherche commence à documenter les connaissances approfondies qui permettent aux plantes cultivées indigènes ainsi qu'aux produits végétaux provenant des fermes ou des forêts de contribuer encore de manière significative aux régimes alimentaires des ménages en Zambie. Dévalorisée par l'imposition coloniale et ensuite néocoloniale d'une approche de recherche étroite basée sur des régimes alimentaires occidentaux, cette connaissance et cette pratique ont été marginalisées et, dans certains cas, délibérément détruites. (2) La Zambie est une nation écrasée par une malnutrition rurale et une famine urbaine dissimulée. Une attention et un soutien sérieux doivent être apportés à la diversité d'une faune et d'une flore indigènes localement adaptables et résilientes au changement climatique.

Les effets de la dévalorisation de la diversité locale et ceux de la marchandisation puis de la centralisation du système agroalimentaire ont eu les mêmes impacts que dans d'autres lieux. La diminution de la diversité, l'augmentation de la dette, la spoliation des terres et le déracinement ont entraîné une migration urbaine massive et l'éclosion d'une jeune classe urbaine non qualifiée. Ce processus s'accompagne de changements dans les habitudes de consommation. La nourriture qui est spatialement et financièrement accessible est favorisée et consommée. Il s'agit notamment de glucides hautement transformés et raffinés, avec une teneur élevée en matières grasses, en sel et en sucre. (3) En conséquence, la Zambie connaît actuellement une augmentation des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire et au style de vie. Dans tout cela, les femmes et les filles sont les plus touchées.

Si l'on fait en Zambie le rapprochement entre une économie capitaliste défailante, le changement climatique et les politiques de changement climatique, l'épuisement exponentiel des ressources naturelles et l'évolution des vies et des moyens de subsistance des citoyens ordinaires, de sérieuses questions se posent sur le manque d'investissements dans les biens et services publics. On observe plutôt une pression concertée en faveur de l'industrialisation des systèmes alimentaires locaux, la marchandisation des processus de production, le défrichement et la « clôture » des forêts et l'expansion des concessions minières et pétrolières. Les accaparements de terres se développent rapidement. Ceux-ci sont en grande partie non documentés, tacites et incontestés, et menacent gravement les moyens de subsistance des communautés paysannes et dépendantes des forêts. Il est urgent de repenser un modèle de développement qui ne tient pas compte des droits fondamentaux de l'homme et qui détruit la biodiversité et les savoirs autochtones. Il est nécessaire qu'en Zambie chacun puisse participer à son propre développement et revendiquer ses droits humains et collectifs.

Zambia Agro-ecology Alliance

(1) Selon la source - Indice mondial de la faim : <http://www.ifpri.org/publication/2017-global-hunger-index-inequalities-hunger>. FAO, Republic of Zambia, Forest Department and NEP Facility, Forests and Climate Change, 2011, <http://www.fao.org/forestry/32680-0c227f4c90a3ef146c7f4e1728302c62b.pdf>

(2) Cette évolution se fait par le durcissement des restrictions nationales et régionales sur la vente et l'échange des semences, la concentration du contrôle des semences et le développement de

régimes de propriété intellectuelle inéquitables qui favorisent les droits des obtenteurs par rapport à ceux des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs et les éleveurs. Plus d'informations sur www.acbio.org.za

(3) Contrairement à l'argument couramment avancé par l'industrie selon lequel la disponibilité est la solution miracle à la sécurité alimentaire, il existe une abondante documentation sur la production de calories « vides » pauvres en nutriments. Le gaspillage alimentaire mondial « de la ferme à l'assiette » pourrait représenter de 30 à 70 % selon les estimations. Les discours au niveau mondial sur l'insécurité alimentaire montrent que c'est une question de volonté politique et économique, documentée dès la famine éthiopienne des années 1970 par Amartya Sen.